

**Zeitschrift:** Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft  
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera  
d'etnologia

**Herausgeber:** Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

**Band:** 12 (2007)

**Buchbesprechung:** Rezensionen = Comptes rendus

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 02.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# REZENSIONEN / COMPTES RENDUS

## UN METIER SANS AVENIR?

LA GRANDE TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE SUISSE ROMANDE

DROZ Yvan, FORNEY Jérémie

2007. Genève: Institut universitaire d'études du développement (IUED), Paris: Karthala (Développements). ISBN 978-2-84586-868-7. 186 p

### JACQUES RÉMY

Confier la recension d'un ouvrage sur l'agriculture suisse à un chercheur français, même doté d'une grand-mère native du canton de Vaud, c'est courir le risque, au pis de l'exotisme, au mieux d'un comparatisme de circonstance. Pris entre ces deux écueils, le lecteur français éprouve ainsi la lointaine proximité de l'agriculture suisse comme sa proche altérité.

L'ouvrage s'ouvre par une sévère critique de la sociologie rurale suisse, ou plutôt par le constat de sa disparition, ce que tempère quelque peu la consultation de la bibliographie. Mais la sociologie a-t-elle besoin d'être «rurale» pour prendre comme objet la population agricole et son champ d'activité? La spécificité de la paysannerie est-elle irréductible aux approches par la sociologie des professions, du genre, de la culture, du travail... et par les disciplines sœurs, l'ethnologie et l'anthropologie, l'histoire et la géographie sociale? Les débats anciens sur les *rapports ville-campagne* ont-ils été éclairés ou de fait éludés par l'approche ruraliste? Sans renier une appartenance personnelle à l'ARF (Association des ruralistes français) et à la SFER (Société française d'économie rurale) – on préférerait «francophones» à «français» –, il nous semble que le domaine des études rurales constitue plus un espace de sociabilité entre chercheurs de disciplines différentes qu'un champ disciplinaire spécifique. Le goût prononcé des ruralistes pour l'échange et la rencontre interdisciplinaires trouve sans doute sa source dans la richesse et la complexité des groupes sociaux qu'ils observent, affinités puissamment renforcées par l'attachement partagé pour les pratiques d'enquête de terrain; il faudrait sans doute y ajouter une touche, ancienne, de nostalgie agrarienne et, plus récente, de rusticophilie écologisante...

Le premier chapitre nous offre une «petite histoire récente de la politique agricole helvétique» qui situe cette dernière «entre marché et multifonctionnalité»; chapitre précieux pour le lecteur étranger et sans doute fort utile pour l'autochtone qui ne serait pas totalement au fait des finesses de la chose agricole. Si les proximités entre la politique agricole suisse et la politique agricole européenne (PAC) sont évidentes, ce qui frappe c'est combien ces politiques se suivent et se précèdent tour à tour dans leurs avancées vers la multifonctionnalité (qui surgit en 1996-1999 en Suisse et en 1999 en France) ou vers la disjonction ou le découplage des aides (1999 en Suisse et 2003 dans l'Union européenne), suscitant ainsi cette formule amère du principal syndicat agricole suisse évoquant un «découplage entre la situation des paysans et le bien-être général de la Suisse». Ethnologues suisses (Miéville-Ott 2000) et sociologues français (Berlan-Darqué et Kalaora 1992) évoquent aujourd'hui «l'écologisation de l'agriculture» qu'impliqueraient ces nouvelles politiques agricoles et agro-environnementales. On ne s'attendait pas – venant d'un des auteurs d'un ouvrage intitulé *On achève bien les paysans* (Droz et Miéville-Ott 2001) – à un tableau irénique de la situation de l'agriculture suisse. Yvan Droz et Jérémie Forney en établissent en effet un bilan critique plutôt sévère mais ce bilan est très solidement construit, notamment à partir des statistiques officielles que les auteurs mettent à la question et font parler de façon convaincante, et aussi des travaux du syndicalisme agricole majoritaire dont nos auteurs analysent la position inconfortable et la prise – relative – de distance envers la politique de la Confédération.

Un second chapitre aborde «l'agriculture en Suisse romande», avec quelques tableaux et présentations statistiques à l'appui d'un rapide (et utile) tour d'horizon des

caractéristiques principales de cette agriculture, mais là n'est pas l'essentiel pour nous. Il se situe des pages 67 à 77, où est présenté un élément essentiel de la problématique des auteurs, *l'ethos paysan* (déjà abordé dans des travaux antérieurs, cf. Droz et Lavigne 2006). L'emprunt à Bourdieu pour le terme «ethos» est clairement et doublement référencé, puisqu'il est rapproché – au risque de la confusion – de cette autre notion revisitée et considérablement enrichie par Pierre Bourdieu, l'*habitus*. Ainsi, «l'ethos rassemble divers principes qui orientent les actions et les discours des individus en fonction de leurs identités sociales et de leurs histoires personnelles et qui sont reliés à un idéal de soi» (p. 68). Les auteurs nous présentent alors «les principes qui éclairent les pratiques des agriculteurs»: ce sont la fonction productive et nourricière, le principe du «propre en ordre», la valorisation du travail pour lui-même, le principe d'indépendance, la transmission du domaine familial. Pour les jeunes générations, qui ont reçu une formation professionnelle, «l'ethos paysan intègre [...] un principe de rationalité économique» (p. 71). On comprend que «ces différents principes qui définissent l'ethos paysan sont parfois concurrents, parfois complémentaires, souvent redondants. Si l'ethos est un système, il n'est pas stable et harmonieux» (p. 72). Les auteurs, ainsi armés de cette notion d'*ethos paysan*, se livrent à un exercice révélateur: la confrontation de cet ensemble de principes pratiques aux nouvelles sollicitations de la politique agricole. On observe alors tantôt des manifestations de refus et donc des effets d'hystérésis, tantôt des stratégies de réappropriation ou de contournement. Ainsi, l'obligation de mise en jachère suscite les fureurs paysannes et les incitations à l'association rencontrent le profond scepticisme des familles paysannes suisses (sur ce point, les éleveurs français, même voisins de la Suisse, semblent moins conservateurs). En revanche, la reconnaissance par la politique agricole des fonctions paysagères de l'agriculture peut susciter de l'intérêt. En Suisse comme en France, les agriculteurs sont passés d'un refus indigné d'être les «jardiniers de la nature» à la revendication de leurs apports paysagers, d'autant, comme le font remarquer les auteurs, que «la formulation «entretien du paysage» reste suffisamment vague pour que les agriculteurs puissent éclipser la dimension écologique et adhérer à leur entretien du paysage» (p. 78). On voit ainsi combien cet ensemble de représentations et de pratiques, de référentiels technico-économiques et de normes professionnelles et sociales est soumis aux incitations de la politique agricole (accès aux aides...), et comment les agents s'efforcent de contourner ou de détourner à leur profit certaines de ces sollicitations ou de ces réglementations (cette propension au détourne-

ment des mesures de politique agricoles nous a toujours semblé être une des caractéristiques, sinon de l'ethos, du moins de l'*habitus* professionnel des agriculteurs...).

Les chapitres trois et quatre sont consacrés respectivement à la «transmission du domaine familial» (en prenant l'exemple du canton de Fribourg) et à sa non-transmission, au travers de l'étude des «exclus du terroir» (à partir d'enquêtes conduites dans le canton de Neuchâtel). Si celui-là expose les mécanismes complexes de la transmission à l'héritier unique, les affrontements père-fils suscités par la lutte pour le contrôle de l'exploitation et les difficultés de la cohabitation entre générations, celui-ci met en évidence les souffrances que génère la rupture dans la transmission, mais aussi le soulagement que peut apporter l'engagement dans une nouvelle vie pour ceux qui sont encore en âge de réaliser une telle reconversion professionnelle. Les auteurs examinent les types d'activité qui rebutent ou attirent le plus les ex-agriculteurs en reclassement, plus prompts à s'intégrer dans des métiers où les activités à l'extérieur, une certaine indépendance et la diversité des tâches rencontrent, pour le coup, *habitus* et *ethos* de métier.

Yvan Droz et Jérémie Forney dégagent, en conclusion, quelques raisons d'espérer que l'agriculture suisse saura se maintenir et se renouveler, et leur ouvrage, qui mêle profondeur de la réflexion et vivacité de ton, témoigne des capacités d'adaptation de ces paysans qui doivent, génération après génération, savoir faire évoluer leurs identités professionnelles et leurs représentations du métier, leur «idéal de soi», sans se trahir tout à fait.

## BIBLIOGRAPHIE

BERLAN-DARQUÉ Martine, KALAORA Bernard  
1992. «L'écologisation de l'agriculture française». *Revue de droit rural* 204: 255–258.

DROZ Yvan, LAVIGNE Jean-Claude  
2006. *Ethique et développement durable*. Genève: IUED, Paris: Karthala (DéveloppementS).

DROZ Yvan, MIÉVILLE-OTT Valérie  
2001. *On achève bien les paysans*. Genève: Georg.

MIÉVILLE-OTT Valérie  
2000. «Les éleveurs du Jura face à l'écologisation de leur métier». *Le Courrier de l'environnement* 40, <http://www.inra.fr/dpenv/mievic40.htm>

## CARE, CULTURE AND CITIZENSHIP REVISITING THE POLITICS OF THE DUTCH WELFARE STATE

RISSEEUW Carla, PALRIWALA Rajni, GANESH Kamala  
2006. Amsterdam: Het Spinhuis Publishers. ISBN 90-5589-239-4. 232 p.

### WILLEMIJN DE JONG

Ein Forschungsteam, bestehend aus einer niederländischen Anthropologin sowie einer Ökonomin und zwei Soziologinnen und Anthropologinnen aus Indien, haben sich die komplexe und nicht einfach zu bewältigende Aufgabe gestellt, einen europäischen Wohlfahrtsstaat zu untersuchen. Ihr Buch trägt den Titel *Care, Culture and Citizenship. Revisiting the Politics of the Dutch Welfare State* und berichtet in detaillierter Weise, wie gebürtige NiederländerInnen mit dem Abbau des Sozialstaates in Diskursen und alltäglichen Praktiken im Rahmen von Verwandtschaft, Familie, Freundschaft und Staatsbürgerschaft umgehen. Ein besonderes Augenmerk wird auf die geschlechtsspezifischen Betreuungsarrangements alter Menschen und alleinerziehender Eltern gerichtet. Theoretisch steht das Konzept der Sorge (*care*) im Zentrum, wie es Joan Tronto in ihrem bekannten Buch *Moral Boundaries. A Political Argument for an Ethic of Care* (1993) entwickelt hat. Durch eine innovative interkulturelle Perspektive, *reverse anthropology* genannt, bietet die vorliegende Studie spannende neue Einsichten in die öffentliche und private Politik rund um Sorge und Betreuungsarbeit. Sie beruht auf der Bearbeitung zahlreicher Dokumente, narrativer Interviews und teilnehmender Beobachtung.

Die Ökonomin Maithreyi Krishnaraj bietet eine detaillierte Analyse des staatlichen sozialen Sicherheitssystems in den Niederlanden sowie zusätzlicher Programme zu Beschäftigung, Gesundheit, Ausbildung und geschlechtlicher Gleichstellung. Dieses Kapitel ist interessant für LeserInnen, die einen Überblick über die Entwicklung des Wohlfahrtsstaates und dessen Probleme präsentiert haben möchten. Es wird gezeigt, wie der früher sehr grosszügige niederländische Staat die Zahl der EmpfängerInnen von Sozialleistungen zunehmend eingeschränkt hat und wie er sie immer mehr kontrolliert. Genauere Angaben über die Situation von Frauen, älteren Menschen oder Kinder findet man in diesem Kapitel leider nicht. Ein wichtiges Ergebnis ist, dass Frauen als Witwen, Alleinlebende und Alleinerziehende aufgrund der neuen politischen Ausrichtung auf bezahlte Arbeit benachteiligt werden. Weiter

stellt die Autorin fest, dass die Risiken von Schwangerschaft, Geburt, Kinderbetreuung, Abwesenheit einer verdienenden Person und Erwerbslosigkeit nur ungenügend gedeckt sind. Zudem werden die unbezahlten Arbeitsleistungen von Frauen sowie ihre eingeschränkten Möglichkeiten hinsichtlich Erwerbstätigkeit und Karriere im Wohlfahrtssystem ungenügend berücksichtigt.

Carla Risseeuw gibt anhand eigener sowie bereits publizierter Daten einen erhellenden Einblick in die Veränderungen der Familien- und Freundschaftsbeziehungen in den Niederlanden und in deren Implikationen für die Betreuungsarbeit. Sie stellt für die Niederlande folgende These auf: «For a country with an open economy, which has no choice but to adapt to the world market, it has shown remarkable resilience in maintaining its gender relations and family ideals» (ibid. 73). Obwohl sie kaum mehr der sozialen Realität entsprechen, spielen alte geschlechtsspezifische Ideale von Partnerschaft und Familienleben weiterhin eine wichtige Rolle, zum Beispiel das Bild der Mutterschaft als spezifisch weibliche Verantwortlichkeit. Studien zeigen, dass niederländische Frauen erstaunlicherweise europaweit in geringstem Masse erwerbstätig sind. Man spricht deshalb vom *breadwinner plus model*. Als nachteilig erweist sich, dass das soziale Leben mit Familie und mit Freunden sich aufgrund kultureller Grenzen der Einschliessung und Ausschliessung getrennt abspielt. Dies führt gemäss Risseeuw zu einer zunehmenden sozialen Isolation der Kernfamilie. Man fragt sich, warum sich in diesem Fall nicht Formen von zumindest freiwilliger Betreuung in den durch Trennung und Scheidung entstandenen neuen netzwerkartigen Beziehungen der erweiterten Familien herausbilden. Diese sind zum Beispiel aus der Literatur über Familie und Verwandtschaft in England und den USA bekannt.

Kamala Ganesh untersucht die Auswirkungen und kulturellen Grenzen der neuen Sozialpolitik hinsichtlich der älteren Bevölkerung. Der zentrale Begriff, der für das Prinzip der Wahl und der Effizienz von Betreuung zu

Hause und für ähnliche Projekte benutzt wird, ist *care made to measure*. Dies ist von einem Managementethos geprägt, das heisst, in der Praxis sind ältere Personen für ihr Wohl oft selbst verantwortlich. Betreuung zu Hause (*thuiszorg*) in Kombination mit intensiverer Betreuung von Familie und Freunden (*mantelzorg*) haben den früheren Fokus auf institutionelle Betreuung ersetzt. Dabei wird *mantelzorg* offiziell als primär betrachtet. Ganesh zeigt, dass dieser Trend der Entwicklung der niederländischen Verwandtschafts- und Familienbeziehungen zuwider läuft. Sorge im Sinne der Betreuung durch Familienmitglieder sowie die normative Bedeutung der materiellen Reziprozität innerhalb von Verwandtschaftsbeziehungen haben abgenommen. Weiter seien das Geben und Erhalten von Betreuung stark geschlechtsspezifisch geprägt, indem vor allem Frauen Hilfe leisten und bekommen. Dies bringt Ganesh in Zusammenhang mit einer patrilinearen Tendenz der niederländischen Familie und mit einer patriarchalen Tendenz des niederländischen Wohlfahrtsstaates, wie sie es nennt. Sie argumentiert ausserdem überzeugend, dass hier eine bestimmte Version des westlichen kulturellen Kodes des «possessiven Individualismus» wirksam ist. Dies beinhaltet, dass, ausser in Paarbeziehungen und in Beziehungen von Eltern zu Kindern, Autonomie und Unabhängigkeit betont werden. Für alte Menschen hat dies «traumatische» Folgen: Um Hilfe zu bekommen, müssen sie fortwährend ihre Bedürftigkeit unter Beweis stellen, was ihre Unabhängigkeit in Frage stellt. Ganesh' Beitrag, der auch bemerkenswerte Interviewausschnitte aufweist, zeigt am eindrucklichsten, zu welchen zusätzlichen Erkenntnissen eine *reverse anthropology* führen kann.

Rajni Palriwala untersucht die veränderte Wohlfahrts-situation alleinerziehender Eltern, meist Frauen. Für die Entstehung einer grösseren Gruppe alleinerziehender Mütter in der niederländischen Gesellschaft spiele das kulturelle Gebot der Autonomie oder der Unabhängigkeit von anderen ebenfalls eine wichtige Rolle, nebst der sozialen Pflicht, für abhängige Kinder zu sorgen, und dem hohen Wert, der Mutterschaft beigemessen wird. Eine wirkliche Wahl, alleinerziehende Mutter zu werden, gibt es ihrer Meinung nach kaum. Nicht zuletzt ermöglicht der Wohlfahrtsstaat, dass eine Mutter nach einer Scheidung ihre Kinder alleine durchbringt. Interessanterweise scheinen viele Kinder in solchen Verhältnissen eine Vaterfigur kaum zu vermissen. Auch in diesem Wohlfahrtskontext gilt die Logik des Selbstmanagements und auch hier entpuppt sich diese Doktrin als problematisch: Mütter, die von der Sozialhilfe leben, haben oft finanzielle Probleme

und sind mit Stigmatisierung konfrontiert. Palriwala deckt scharfsinnig den Widerspruch auf, dass das durch die Gesellschaft und den Wohlfahrtsstaat produzierte autonome Individuum gleichzeitig zu einem schlaue kalkulierenden Individuum wird, was der Staat im Wohlfahrtsbereich wiederum ablehnt. Der Rückgang der Ehe- und Konkubinatsbeziehungen erklärt sie einerseits durch fehlende Veränderungen der Geschlechtermuster in intimen Beziehungen und bei der Hausarbeit und andererseits durch die letztlich unvollständige Individualisierung und den unvollständigen Ausbau der Staatsbürgerschaft von Frauen in der niederländischen Sozialpolitik und auf dem Arbeitsmarkt. Sie befürwortet daher eine Neubewertung von Sorge in Staat und Gesellschaft und deren geschlechtsspezifischen Charakter.

Dieses Buch, das ethnographisch stark durch Marilyn Stratherns Studie über englische Verwandtschaft inspiriert ist, kann neben einer Abhandlung zu Familie, Freundschaft und Verwandtschaft auch als eine wichtige empirische Studie zu Staatsbürgerschaft im niederländischen Kontext gelesen werden. Weitere, dringend nötige theoretische Überlegungen zu Staatsbürgerschaft und Gender sowie zur Verwobenheit von Verwandtschaft und Staatsbürgerschaft können daran angeknüpft werden. Einen expliziteren Bezug zu früheren Studien der Autorinnen zu sozialen Unterstützungsnetzwerken und Sozialpolitik im asiatischen und afrikanischen Kontext, als weitere Dimension der *reverse anthropology*, wäre interessant und wichtig gewesen (vgl. Palriwala/Risseeuw 1996, Risseeuw/Ganesh 1998). Insgesamt geben die Beiträge äusserst wertvolle Einsichten in die komplexen Beziehungen von Sorge und Macht im niederländischen Wohlfahrtsstaat am Ende der 1990er Jahre. Damit liefern sie einen weiteren Beweis für die Bedeutsamkeit der Erforschung aktueller Themen aus sozial- und kulturalanthropologischer Perspektive, auch in westlichen Gesellschaften.

## BIBLIOGRAPHIE

- PALRIWALA Rajni, RISSEEUW Carla (eds.)  
1996. *Shifting Circles of Support. Contextualising Kinship and Gender in South Asia and Sub-Saharan Africa*. New Delhi/Thousand Oaks, London: Sage.
- RISSEEUW Carla, GANESH Kamala (eds.)  
1998. *Negotiation and Social Space. A Gendered Analysis of Changing Kin and Security Networks in South Asia and Sub-Saharan Africa*. New Delhi/Thousand Oaks, London: Sage.

## INTEGRATIONSMASCHINE STADT?

### INTERKULTURELLE BEZIEHUNGSDYNAMIKEN AM BEISPIEL VON BERN

STIENEN Angela (Hrsg.)

2006. Bern, Stuttgart, Wien: Haupt Verlag. ISBN 978-3-258-07031-5, 468 S.

#### KATHRIN OESTER

«Denn wir gehen nicht unter in den Niederlagen, sondern in den Auseinandersetzungen, die wir nicht führen». Das Graffito auf dem Umschlag des Sammelbands von Angela Stienen, Jacqueline Truffer, Daniel Blumer, Pia Tschannen und Eva Soom ist programmatisch für die vorliegende Publikation<sup>1</sup>. Zwar ist die linksalternative Kampfansage aus dem untersuchten Berner Nordquartier durchaus politisch gemeint. Doch kann ihr Inhalt mit Recht auch auf die vorliegende Publikation selbst bezogen werden: Hier liegt auf fast 500 Seiten eine spannende wissenschaftliche Auseinandersetzung um die Frage vor, wie Städte heute funktionieren, neue zugezogene Menschen integrieren und marginalisieren. Dabei verweist Angela Stienen als Herausgeberin und Hauptautorin einleitend darauf, dass sich Bern – als «nebensächlichste Hauptstadt der Welt» – gerade nicht durch spektakuläre Schlagzeilen etwa zu «brennenden Vorstadtghettos» oder «überfremdeten Schulhäusern» hervortue, sondern durch seine «behäbige Gemütlichkeit». Diese bildet gleichsam die Folie, vor deren Hintergrund sich Unheimliches abspielt.

Stienen meint damit nicht städtische Segregationsdynamiken, Fremdenfeindlichkeit oder ethnische Gewalt, welche ein sensationslüsterner (Medien-) Diskurs des öftern mit einer grossen Migrationsbevölkerung im urbanen Umfeld verbindet; suspekt ist ihr vielmehr der idealisierende Anspruch der «Stadt als Integrationsmaschine» selbst. Damit markiert sie einleitend ihren theoretischen Standpunkt: Desintegration und Phänomene des Ausschlusses betrachtet sie nicht als Ausnahme, sondern untersucht sie in ihrer Regelmäßigkeit. Denn angesichts schrumpfender Arbeitsmärkte und steigender Arbeitslosigkeit hat der «andauernde systemische Ausschluss» neu Zugewanderter, aber auch die funktionale und soziale Entmischung in den Städten, *System*. Letztlich knüpft Sti-

enen hier an Hoffmann-Nowotnys Unterschichtungsthese an, wonach dank der Integration sesshaft gewordener Gastarbeiter die einheimische Arbeiterklasse einen sozialen Aufstieg erlebt.

Was aber sind jenseits theoretischer Überlegungen die subjektiven Vorstellungen von Integration der Berner Bevölkerung? Hierzu interviewte die Autorin BewohnerInnen des Berner Nordquartiers, einem Stadtteil, in dem zunächst die alteingesessenen Kleinbürger auf das Revolutum einer bewegten Jugend der 80er-Jahre und bald darauf die Yuppies der 90er-Jahre auf die neu zugezogenen oder alteingesessenen Gastarbeiter trafen – ein attraktives Untersuchungsfeld, um die Qualität subjektiver Vorstellungen von Integration zu erforschen. Die drei innenstadtnahen Quartiere Lorraine, Breitenrain und Breitfeld, die zusammen das Berner «Nordquartier» bilden, sind baulich vielfältige, sozial gut durchmischte Quartiere, die zu einem hohen Prozentsatz aus Mietwohnungen der Bauperiode vor 1947 bestehen. Viele dieser Wohnungen werden zur Zeit saniert, in manchen Teilen findet eine «schleichende Gentrifizierung» statt – ein Verdrängungsprozess jener BewohnerInnen, welche sich selbst als HüterInnen der richtigen, kleinbürgerlichen Ordnung betrachten und alle als fremd einstufen, die ihre Ordnungsvorstellungen nicht teilen (S. 102). Damit wird bereits klar, dass die Fremden nicht unbedingt und nicht zum Vornherein die wachsende Bevölkerung mit ausländischem Pass sind (ausländische Wohnbevölkerung in der Stadt Bern 1950: 4.9%; 2000: 21.8%).

Die Leitfrage der qualitativen Erhebung ist, wie die Befragten die Veränderungen im Quartier der letzten Jahre wahrgenommen haben und welche Beziehungsdynamik dadurch ausgelöst wurde. Leider war die städtevergleichende Nationalfonds-Studie so angelegt, dass nur

<sup>1</sup> Sie basiert auf einer vergleichenden Städtestudie in Bern, Basel und Zürich des Schweizerischen Nationalfonds von Andreas Wimmer, Dieter Karrer, Angela Stienen und Rebekka Ehret, die 1997 – 2000 durchgeführt wurde. In der hier besprochenen Berner Studie beschränke ich mich aus Platzgründen hauptsächlich auf die Beiträge von Angela Stienen.



QuartierbewohnerInnen tiefer Einkommensschichten zu ihren Vorstellungen von Integration befragt wurden. Gespräche wurden mit je acht Personen schweizerischer und italienischer sowie mit elf Personen türkischer respektive kurdischer Herkunft geführt. Theoretisch lässt sich Stienen von Elias' und Scotsons' Etablierte-Aussenseiter-Figuration leiten, wonach die Etablierten ihre normative Definitionsmacht mittels Schimpfkatsch, Stigmatisierung und Beschämung über neu Zugezogene erringen, um Unsicherheit und drohenden Statusverlust abzuwehren. Das damit postulierte relationale und komplementäre Verhältnis zwischen Aussenseitern und Etablierten erweitert die Autorin, indem sie die Artikulation und das Zusammenwirken der Etablierte-Aussenseiter-Figuration mit anderen Machtverhältnissen, z.B. zwischen den Geschlechtern, analysiert.

Wie die Ergebnisse zeigen, fühlen sich viele der Interviewten – Etablierte wie Aussenseiter – durch die Veränderungen im Quartier bedroht. Dabei lässt sich die Grenze zwischen (bedrohten) Etablierten und Aussenseitern nicht etwa entlang ethnisch-nationaler Herkunft ziehen, vielmehr verläuft sie quer durch ethnisch-nationale Gruppen hindurch. Auf dem Spiel steht der Aufstieg in den Mittelstand und die damit verbundene Absicherung der Existenz.

Von ihrem Geselligkeitsverhalten her konzentrieren sich die alteingesessenen MigrantInnen türkischer Herkunft sowie die SchweizerInnen vor allem auf die eigene (ethnische) Gruppe und Familie, welche Sicherheit und Schutz verspricht. Im Unterschied dazu empfinden etablierte italienische Familien die engen Familienbande mehr und mehr als Korsett, und zwischen den Generationen spitzen sich Konflikte zu. Vor allem allein lebende oder erziehende Frauen individualisieren ihren Lebensstil zunehmend und lehnen die kleinbürgerlich-moralische Lebensordnung ihrer Eltern ab. Stösst der teils hart erkämpfte «emanzipative Lebensstil» von Schweizerinnen und Italienerinnen tendenziell auf Zustimmung – gerade auch im Zeichen des Feindbildes «Islam» – hat er bei türkischen Frauen sozialen Ausschluss zur Folge.

Die paar wenigen Beispiele machen deutlich, dass keine einfachen Polarisierungen zwischen Etablierten und Aussenseitern möglich sind. Vielmehr ergibt die Untersuchung ein komplexes Ineinandergreifen von Aussenseiter- und Etabliertenpositionen in Abhängigkeit vom sozialen und ökonomischen Status, von Herkunft, Alter und Geschlecht. Dabei wird deutlich, dass sich sowohl die

etablierten Gastarbeiter- wie die Schweizer Arbeiterfamilien von einheimischen Randständigen der Alternativszene wie auch von neu zugezogenen, statustieferen MigrantInnen bedrängt fühlen. Als Folge davon wohnt man am liebsten «unter Seinesgleichen», wehrt damit Statusverlust und Deklassierung ab und profitiert gleichzeitig von den kollektiven Strukturen und Netzwerken des eigenen «sozial-moralischen Milieus».

Auffällig an der vorgefundenen interkulturellen Beziehungsdynamik ist, wie Stienen festhält (S. 356) ihre Unauffälligkeit. Diesbezüglich präsentiert sich das untersuchte Quartier ganz anders als die (medial) «stigmatisierten Hochhaussiedlungen» am westlichen Stadtrand Berns. Dies wirft die Frage auf, ob und inwiefern sich die vorgefundene interkulturelle Beziehungsdynamik auf «brisantere» Kontexte übertragen lässt. Die Antwort liegt weder in einer simplen Bejahung noch in der Verneinung der Frage. Vielmehr verschiebt Stienen den Blickwinkel des Lesers und sensibilisiert ihn für die unspektakuläre «Logik der Normalität»: nicht die vermeintlichen Konflikte zwischen ethnischen Gruppen in segregierten Stadtteilen sind die wahre Bedrohung. Als gefährlich erachtet sie dagegen die von der spätkapitalistischen «Stadtmaschine» systematisch produzierte Unordnung, Fragmentiertheit und Desintegration – Phänomene, die immer wieder moralisierend ethnisiert werden.

In seinen Beiträgen verweist der Sammelband auf interessante Motivationen, «unter Seinesgleichen» zu wohnen, die auch von den Verantwortlichen der Stadt ernst zu nehmen sind. Allerdings darf dieser Befund nicht zur Legitimation eines stadtplanerischen Laissez-faire hinsichtlich sozialräumlicher Segregationsdynamiken führen. Statt sich von der politischen Forderung nach «ethnischer Durchmischung» leiten zu lassen, müssten sich die verantwortlichen Behörden vermehrt fragen, wie sie die Abdrängung sozial benachteiligter Bevölkerungsgruppen unabhängig ihrer ethnisch-nationalen Herkunft in Quartiere mit schlecht sanierten Wohnungen und hohen Lärmemissionen verhindern können. Und auf wissenschaftlicher Seite drängt sich die verstärkte Reflexion der Dynamik von Fremd- und Selbstethnisierung – etwa im Rahmen der postkolonialen Theoriebildung zur Identitätspolitik – auf. Sie könnte noch deutlicher machen, unter welchen Umständen das Wohnen «unter Seinesgleichen» welche Wertungen erfährt.